

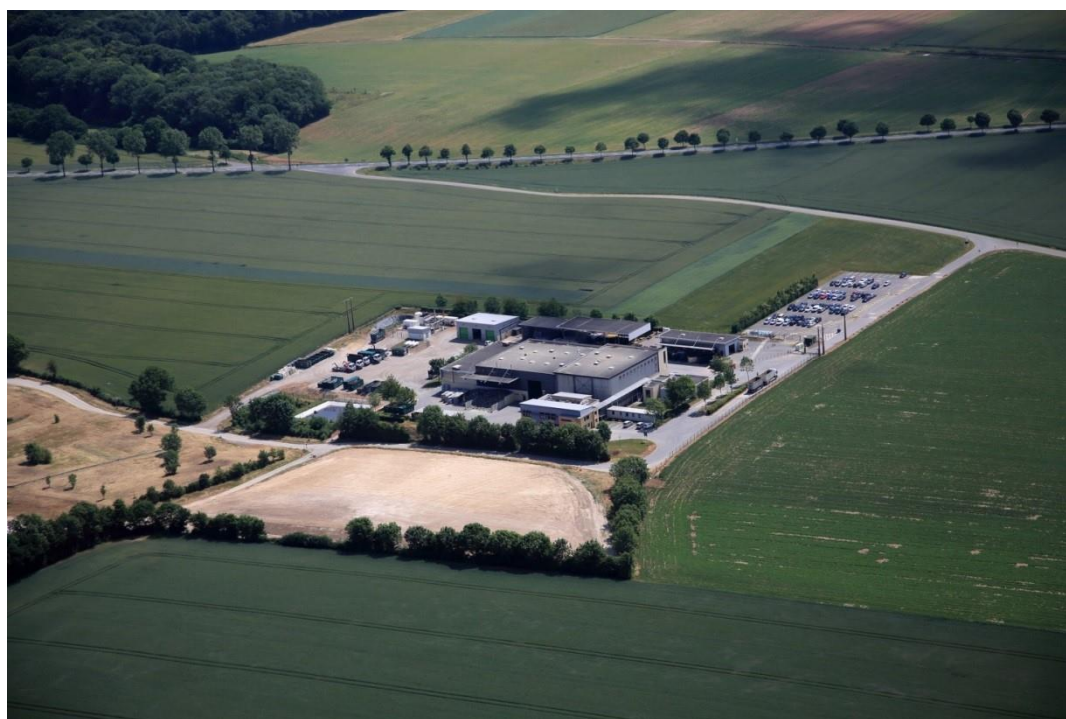


**WWW.TRINOVAL.FR TRIER.INNOVER.VALORISER**

## **MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES ET DE SERVICE**

### **2025-008 TRAITEMENT DESULFURISATION BIOGAZ**

#### **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**



**DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :**

**Lundi 21 juillet 2025 à 12h00**

*Chemin rural n° 3*

**80640 THIEULLOY L'ABBAYE**

**Tel 03 22 90 36 60**

**[www.trinova.fr](http://www.trinova.fr)**

# SOMMAIRE

Article 1.	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR .....	4
1.1.	Noms et coordonnées de l'acheteur .....	4
1.2.	Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues .....	4
1.3.	Visite de site.....	4
Article 2.	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	5
2.1.	Objet .....	5
2.2.	Mode de passation .....	5
2.3.	Type de contrat.....	5
2.4.	Décomposition de la consultation .....	5
2.5.	Décomposition de la consultation .....	Erreur ! Signet non défini.
2.6.	Nomenclature .....	6
2.7.	Réalisation de prestations similaires .....	6
Article 3.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	6
3.1.	Délai de validité des offres .....	6
3.2.	Forme juridique du groupement .....	6
3.3.	Variantes et prestations supplémentaires.....	6
3.3.1.	Variantes libres.....	6
3.3.2.	Variantes imposées .....	6
3.3.3.	Prestation supplémentaires éventuelle .....	7
Article 4.	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT .....	7
4.1.	Durée du contrat ou délai d'exécution.....	7
4.2.	Modalités essentielles de financement et de paiement .....	7
Article 5.	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	7
Article 6.	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
6.1.1.	Pièces de la candidature.....	8
6.1.2.	Pièces de l'offre .....	9
6.1.3.	Documents complémentaires fournis par anticipation .....	10
Article 7.	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS.....	10
7.1.	Délai de remise des offres .....	10
7.2.	Transmission électronique.....	10

7.3.	Transmission sur support papier .....	11
7.4.	Signature électronique .....	11
7.5.	Copie de sauvegarde.....	13
Article 8.	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	13
8.1.	Sélection des candidatures .....	13
8.2.	Régularisation des offres .....	14
8.3.	Critères de jugement des offres .....	14
8.3.1.	Le critère prix.....	14
8.3.2.	Le critère valeur technique.....	14
8.3.3.	Classement .....	15
8.4.	Offres anormalement basses.....	15
8.5.	Précisions et clarifications des offres .....	15
8.6.	Rectification de l'offre .....	15
8.7.	Information des candidats non retenus .....	15
Article 9.	VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	16
Article 10.	ACCES AUX DONNEES ESSENTIELLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE .....	16
Article 11.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....	16
Article 12.	Dispositions d'ordre général .....	17
12.1.	Suite donnée à la consultation .....	17
12.2.	Obligation de confidentialité du candidat .....	17
12.3.	Obligation de confidentialité du pouvoir adjudicateur .....	17

## ARTICLE 1. IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

### 1.1. NOMS ET COORDONNÉES DE L'ACHETEUR

---

#### TRINOVAL

Chemin rural 3 les Corbières 80640 Thieulloy l'Abbaye

A l'attention de Monsieur le président

Tél : 03.22.90.36.60

Mél: [s.dulary@trinoval.fr](mailto:s.dulary@trinoval.fr)

Adresse du profil d'acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

Représentant de l'acheteur : Monsieur le président

### 1.2. ADRESSE À LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE OBTENUES

---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires, les candidats transmettent, impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur de l'acheteur, dont l'adresse URL est la suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les questions doivent parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de remise des candidatures et des offres

Les informations complémentaires d'ordre administratif ou technique peuvent être obtenues :

- Sur l'adresse du profil acheteur : <https://marchespublics596280.fr>

Une réponse circulaire sera alors adressée à tous les opérateurs économiques via le profil d'acheteur avant la date limite de remise des offres pour autant que les opérateurs économiques en aient fait la demande en temps utile.

Dans le cas où l'opérateur économique a retiré le dossier de consultation par voie électronique, l'acheteur pourra communiquer vers lui à travers les adresses enregistrées lors du retrait des documents.

### 1.3. VISITE DE SITE

---

Une visite de site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière

La visite de site aura lieu **le mercredi 2 juillet 2025 à 10h00** sur le site de Trinoval.

Le port des EPI est obligatoire : chaussures de sécurité, gilet haute visibilité, masque FFP3

Une attestation de visite sera remise à chaque candidat, celle-ci devra obligatoirement être remise avec l'offre.

## ARTICLE 2. OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 2.1. OBJET

---

Le présent marché a pour objet le traitement de désulfuration du biogaz en amont de la chaudière, et le traitement des sous-produits.

L'ensemble des prestations du présent marché est décrit dans le Cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP).

### 2.2. MODE DE PASSATION

---

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et suivants, R.2124-1 et R.2124-2 et suivants du Code de la Commande Publique.

Les candidats devront remettre avant la date limite indiquée en page de garde leurs candidatures et leurs offres.

### 2.3. TYPE DE CONTRAT

---

La présente consultation vise à l'attribution d'un marché public de prestation de service au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la commande publique

### 2.4. DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION

---

Le Marché est composé d'une tranche ferme et d'une tranche conditionnelle au sens de l'article R2113-4 du Code de la commande publique :

- **Tranche ferme** :
  - Raccordement de l'installation au réseau actuel, mise en service de l'installation et suivi de performance et accompagnement de l'exploitant pendant 12 mois
  - Fourniture des substrats pendant la durée totale du marché, après accord de Trinoval et émission d'un bon de commande
- **Tranche conditionnelle** : suivi des performances du traitement de désulfuration et proposition d'ajustement des changements de substrats à Trinoval en fonction des résultats, pendant 12 mois.

### 2.5. LOTS

---

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, la dévolution en lots séparés des prestations d'exploitation et d'entretien maintenance notamment n'est pas possible au regard de l'imbrication des prestations et dès lors que l'allotissement des prestations rendrait techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution de ces prestations.

## 2.6. NOMENCLATURE

---

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

50954000-7 Service d'installation de machines et d'équipements à usage spécifique

90731300-0 Services liés à la pollution atmosphérique

24954000-6 Charbon actif

## 2.7. RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

---

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 3.1. DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

---

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 3.2. FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

---

Le marché pourra être attribué à un seul prestataire disposant des compétences requises ou à un groupement d'entreprises, avec mandataire unique.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 1° du Code de la Commande Publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur n'impose aucune forme de groupement pour la présentation des candidatures et des offres. Cependant l'acheteur se réserve le droit d'imposer la transformation du groupement en groupement solidaire pour l'attribution du marché dans la mesure où cela est nécessaire à sa bonne exécution.

Sans préjudice des dispositions de l'article L2141-13 du CCP, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du Marché public.

### 3.3. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES

---

#### 3.3.1. VARIANTES LIBRES

---

Les variantes à l'initiative des candidats au sens de l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique ne sont pas autorisées.

Les variantes libres qui seraient proposées par les candidats ne seront pas analysées.

#### 3.3.2. VARIANTES IMPOSÉES

---

Le Marché ne contient pas de solutions alternatives au sens de l'article R. 2151-9 du Code de la commande publique.

Le présent Marché ne comporte pas de variante imposée.

La consultation ne prévoit pas de Prestation Supplémentaire Éventuelle (ci-après « PSE »).

## ARTICLE 4. CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

### 4.1. DURÉE DU CONTRAT OU DÉLAI D'EXÉCUTION

Le marché est conclu pour une durée de 4 ans à compter de la date de notification du marché.

### 4.2. MODALITÉS ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

La nature des ressources que la collectivité entend mobiliser pour financer l'opération sont ses ressources propres.

Le paiement des prestations sera fait par virement administratif dans les délais prévus selon les règles applicables en matière de comptabilité publique.

## ARTICLE 5. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 et 2
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite de réception des candidatures et des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 6. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la Commande Publique :

- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
  - La lettre de candidature (DC1) et habilitation du mandataire par ses cotraitants, signées par le candidat ou par le groupement ;
  - Le formulaire DC2 complété ;
  - Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat/chaque membre du groupement :
    - ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique (y compris infractions de même nature dans un autre État de l'union européenne) ;
    - est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
    - ne pas être exclu des Marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;
    - ne fait pas l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;
  - Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés justifiant qu'il est habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du Marché public ;
  - Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ou, le cas échéant, chaque membre du groupement ;
  - Certificats fiscaux et sociaux exigés par les articles R. 2143-3 et R. 2143-7 du CCP :
    - Attestation de régularité fiscale
    - Attestation de régularité sociale (URSSAF datant de moins de 6 mois)
    - Certificat attestant du respect des obligations relatives aux congés payés
    - Attestation de cotisation retraite et prévoyance

Une preuve de l'inscription du (ou des) candidat sur un registre professionnel (extrait K ou Kbis par exemple).

- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
  - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
  - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels



- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :
  - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années disponibles
  - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et les équipements techniques dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
  - La liste des principales missions effectuées au cours des trois dernières années dans les domaines en lien avec la consultation
  - Le cas échéant, tout document complémentaire de présentation à la diligence du candidat.

Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur État d'origine.

**Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr).**

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **6.1.2. PIÈCES DE L'OFFRE**

---

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le CCAP et le CCTP ;
- Le mémoire technique du candidat comprenant :
  - La solution technique de traitement de désulfurisation retenue, et de son raccordement au réseau existant ;
  - Le type de substrats utilisés, leur origine, et les modalités et lieu de retraitement
  - Les moyens mis en œuvre lors des travaux de raccordement / d'installation ;
  - Les moyens mis en œuvre pour le suivi de performance pendant la période d'accompagnement de la tranche ferme en lien avec Trinoval ;
  - Les modalités de transfert du suivi de performance de l'installation de désulfurisation à Trinoval (retour d'expérience de la période d'accompagnement, formation et indicateurs)
- Compte d'exploitation prévisionnel (de rédaction libre) : chiffrage de l'installation, coût de traitement détaillé, coût d'élimination des déchets, coût de transport coût suivi exploitation

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

### 6.1.3. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES FOURNIS PAR ANTICIPATION

---

Le candidat peut fournir, au moment du dépôt de son offre et par anticipation, les documents suivants demandés aux articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du Code de la Commande Publique pour l'attribution du marché :

- Les attestations et certificats datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites (article D 8222-5 du Code du Travail) ;
- L'extrait K, Kbis, D1 ou équivalent datant de moins de 3 mois ;
- Une déclaration relative à la liste nominative des salariés étrangers ;
- Les attestations d'assurance ;
- Le relevé d'identité bancaire.

Dans le cas où ce candidat serait attributaire du marché, et sous réserve de la validité des documents produits, ces derniers ne lui seront pas redemandés.

## ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1. DÉLAI DE REMISE DES OFFRES

---

Les offres doivent parvenir au pouvoir adjudicateur avant la date mentionnée en page de garde du présent règlement de consultation.

### 7.2. TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE

---

Conformément aux articles L. 2132-2 et R. 2132-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://marchespublics596280.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou notifications.

Les lettres d'information aux candidats non retenus (articles L.2181-1, R. 2181-1, R.2181-3 et R.2181-4 du Code de la Commande Publique) seront également adressées par voie dématérialisée (plateforme marchespublics596280) ou par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de notification.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire. Toutefois, nous attirons votre attention sur le fait que l'identification vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions qui peuvent être apportées aux documents de consultation.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

TRINOVAL

Chemin rural 3 les Corbières

80640 Thieulloy l'Abbaye

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

### **7.3. TRANSMISSION SUR SUPPORT PAPIER**

---

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

### **7.4. SIGNATURE ÉLECTRONIQUE**

---

TRINOVAL alerte les candidats ne disposant pas de signature électronique au moment du dépôt d'anticiper sur les délais d'obtention des certificats pour veiller à en disposer à la date où TRINOVAL lui réclamera éventuellement la signature.

Si le candidat choisit de signer électroniquement son acte d'engagement lors du dépôt de son offre, celui-ci doit l'être individuellement. En conséquence, si une offre dématérialisée ne contient qu'un dossier .zip ou .rar signé, alors que les fichiers contenus dans ce dossier ne sont pas signés individuellement, elle sera considérée comme non signée. Dans ce cas, il sera demandé au seul candidat retenu de signer électroniquement son offre.

**Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique qui confère valeur d'original au document signé.**

Si le soumissionnaire choisit de signer les documents constituant son offre, ces documents doivent être transmis dans les conditions qui permettent d'authentifier la signature de la personne habilitée à l'engager dans le cadre de la présente consultation, selon les conditions déterminées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les opérateurs économiques doivent utiliser une signature électronique conforme aux exigences du règlement susvisé, relatives à la signature électronique avancée reposant sur un certificat qualifié.

Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;

2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix.

La validité de la procédure de vérification de la signature se constate par un contrôle fonctionnel qui porte au minimum sur les points suivants :

1. L'identité du signataire ;
2. L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées ci-dessus ;
3. Le respect du format de signature mentionné ci-dessus ;
4. Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature ;
5. L'intégrité du document signé.

Ces vérifications peuvent être effectuées de manière automatisée, à l'exception de la vérification de l'identité du signataire.

Toutefois, les candidats peuvent utiliser l'outil de signature électronique intégré à la plate-forme

<https://marchespublics596280.fr>

A défaut, les candidats devront indiquer dans leur réponse l'outil de signature électronique utilisé et indiquer le chemin d'accès pour la vérification de la signature électronique.

La transmission doit pouvoir faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique, tout pli transmis ou réceptionné au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt sera considéré comme hors délais.

Il n'y a pas de délai supplémentaire entre le dépôt de la signature et le dépôt du pli.

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de cet arrêté, selon le standard RGS, demeurent valables jusqu'à leur expiration.

#### 7.5. COPIE DE SAUVEGARDE

Le pli électronique peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis ;
- Lorsque l'offre électronique n'a pas pu être ouverte par l'acheteur.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

TRINOVAL

Chemin rural 3 les Corbières 80640 Thieulloy l'Abbaye

Candidat : .....

NE PAS OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

### ARTICLE 8. EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

#### 8.1. SÉLECTION DES CANDIDATURES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, En application de l'article R. 2144-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur, lorsqu'il constate que des pièces ou informations dont la présence était au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes, pourra demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique fixé à 7 jours pour tous.

Passé ce délai, et en cas de non-régularisation par le candidat, sa candidature sera rejetée, en application de l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## 8.2. RÉGULARISATION DES OFFRES

---

En application de l'article R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires dont les offres ne sont pas régulières, à régulariser leurs offres dans un délai approprié et identique pour tous, à condition que ces offres ne soient pas anormalement basses.

Toute offre inappropriée ou inacceptable sera systématiquement éliminée.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

## 8.3. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

---

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

### 1. Le prix : 40 points

### 2. La valeur technique : 60 points

#### 8.3.1. LE CRITÈRE PRIX

---

Le critère prix sera apprécié au regard des phases présentées (installation, traitement, transport, élimination et suivi d'exploitation) dans le compte d'exploitation prévisionnel fourni par le candidat de la façon suivante :

L'offre de prix la plus basse recevra le nombre de points maximum. Le nombre de points attribués aux autres offres fera l'objet de la règle proportionnelle suivante :

Nombre de points = (nombre de points maximum x montant de l'offre la plus basse) / Montant de l'offre analysée.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce DQE seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

#### 8.3.2. LE CRITÈRE VALEUR TECHNIQUE

---

Il sera apprécié au regard du cadre de réponse technique et de la documentation technique et au travers des sous critères pondérés de la façon suivante :

- |   |           |
|---|-----------|
| • Qualité de l'installation et adaptabilité à un biogaz d'ISDND :                                     | 15 points |
| • Dispositions prévues pour garantir la continuité de service :                                       | 10 points |
| • Dispositions d'accompagnement à la prise en main de l'installation de traitement de désulfuration : | 10 points |
| • Qualité des substrats :   | 10 points |
| • Délais :  | 15 points |
| ○ Mise en place de l'installation (après notification)  |           |
| ○ Remplacement des substrats  |           |
| ○ Intervention de maintenance ou réparation   |           |

Ce critère sera noté de la façon suivante :

- Traité et non conforme : 25%
- Partiellement conforme : 50%
- Conforme au cahier des charges : 75%
- Conforme au cahier des charges avec réflexion approfondie et propositions : 100%

### **8.3.3. CLASSEMENT**

---

Les points seront calculés avec un arrondi supérieur à 1 chiffre après la virgule.

Les offres seront classées par ordre décroissant selon le nombre de points global obtenu.

Les offres irrégulières ne seront pas classées.

### **8.4. OFFRES ANORMALEMENT BASSES**

---

Conformément aux articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et aux articles R. 2152-3 à R. 2152-5 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

### **8.5. PRÉCISIONS ET CLARIFICATIONS DES OFFRES**

---

Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit de demander aux candidats des précisions et clarifications sur leurs offres, et/ou à confirmer des engagements figurant dans celles-ci.

Les demandes ne peuvent avoir pour effet de modifier les aspects essentiels de l'offre.

### **8.6. RECTIFICATION DE L’OFFRE**

---

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées aux cadres des réponses technique, environnemental et économiques, annexé à l’acte d’engagement, prévaudront sur toutes autres indications de l’offre. Les erreurs de multiplication ou d’addition qui seraient constatées dans ce cadre de prix seront également rectifiées et pour le jugement des offres c’est le montant ainsi rectifié et validé par le candidat qui sera pris en considération. Le candidat en sera informé.

### **8.7. INFORMATION DES CANDIDATS NON RETENUS**

---

Les candidats dont l’offre n’a pas été retenue seront informés du rejet de leur offre et il leur sera indiqué les motifs de ce rejet. Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre. Elle mentionne également la date à compter de laquelle l’acheteur est susceptible de signer le marché public.

Un délai d'au moins onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification de la lettre de rejet par voie électronique et la date de signature du marché.

## ARTICLE 9. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14 rue Lemer cier

CS81114

80011 Amiens

Tél : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

## ARTICLE 10. ACCES AUX DONNEES ESSENTIELLES DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Les données essentielles de la commande publique inhérentes à ce marché ou à ses modifications éventuelles seront publiées sur le profil acheteur

<https://marchespublics596280.fr>

dans les conditions et délais imposés par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

## ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Il est fait application par le maître d'ouvrage, des dispositions du Règlement Européen des Protections des Données Personnelles 2016-679 du 27 avril 2016 entré en vigueur le 25 mai 2018 (RGPD) et notamment des articles 5 et 6.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le candidat communique les données personnelles qui sont nécessaires à l'analyse de conformité de son offre et à l'exécution du marché auquel il est parti. Ces données sont collectées dans un but réputé légitime et ne peuvent en aucune manière faire l'objet d'un traitement immédiat ou ultérieur non conforme à la finalité ainsi définie.

Le consentement du candidat au traitement de ces données personnelles est réputé acquis au regard de la finalité de la collecte et exclusivement pour celle-ci.



### 12.1. SUITE DONNÉE À LA CONSULTATION

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation sans qu'aucune indemnité ne puisse être réclamée par les candidats et/ou soumissionnaires.

### 12.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ DU CANDIDAT

---

Les informations mises à la disposition des candidats par le Syndicat au cours de la consultation présentent un caractère confidentiel.

Les candidats s'engagent à ne pas les divulguer, à ne pas les communiquer à des tiers, à ne pas les publier ni à les rendre publiques de quelque manière que ce soit, sans préjudice du droit au recours effectif et de l'éventuelle production en justice de ces informations.

### 12.3. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ DU POUVOIR ADJUDICATEUR

---

Le caractère confidentiel des informations transmises par les candidats au Syndicat sera strictement préservé.

Les données nominatives collectées par l'intermédiaire des formulaires, avant les opérations de téléchargement des dossiers de consultation ou lors des opérations de dépôt des plis, sont destinées au Syndicat.

Elles servent à constituer le registre des retraits des dossiers de consultation et le registre des dépôts des offres et des candidatures, qui permettent à la personne publique de pouvoir communiquer avec les opérateurs économiques intéressés par la procédure de passation.